

4,6
FOIS

INÉGALITÉS

AU PLUS HAUT DEPUIS 30 ANS

Après redistribution, le niveau de vie des 20% les plus aisés est 4,6 fois supérieur à celui des 20% les plus modestes.

L'indice de Gini, qui mesure les inégalités de niveau de vie, atteint 30,2 en 2024 : son niveau le plus élevé depuis trente ans. La France est désormais au-dessus de la moyenne des inégalités mesurées dans l'Union européenne.

Dans le même temps, le revenu moyen des 0,1% de foyers fiscaux les plus riches a progressé de 119% en vingt ans, notamment grâce aux revenus financiers et fonciers. La fiscalité et la redistribution restent donc des outils essentiels de justice sociale.

-0,8 %

POUVOIR
D'ACHAT

NOUVEAU RECUL

L'Insee anticipe une baisse de 0,8% du pouvoir d'achat par unité de consommation en 2026. La consommation des ménages, déjà atone depuis 2023, devrait encore ralentir.

Et ce chiffre ne dit pas tout. Une fois payées les dépenses contraintes – logement, assurances, santé, abonnements – le reste à vivre des ménages modestes est encore plus faible.

Dans le même temps, le taux d'épargne atteint 17,8 % du revenu disponible brut en moyenne. Les vagues successives d'inflation et les incertitudes sur l'avenir conduisent les ménages à privilégier une épargne de précaution, qui peut freiner les dépenses de consommation.

2,5 %

INFLATION

LES SALAIRES DOIVENT SUIVRE

L'inflation fait son retour en 2026, alimentée notamment par les tensions géopolitiques, l'énergie, notamment les prix du pétrole et du gaz et les effets des canicules successives.

Les travailleurs en subissent déjà les conséquences avec l'augmentation des prix à la pompe et des transports. Le choc se diffuse également aux produits alimentaires et industriels.

Cette inflation ne vient ni d'une économie en surchauffe ni de salaires trop élevés. Si les salaires et les prestations ne suivent pas les prix, ce sont les travailleurs qui paient la facture, tandis que la consommation et l'activité ralentissent.

8,3 %

L'EMPLOI

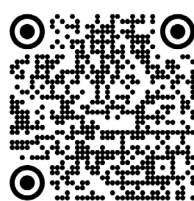
CONTINUE DE SE DÉGRADER

L'emploi salarié privé recule : 52 000 emplois ont été détruits en 2025 et cette tendance se poursuit en 2026.

Le taux de chômage atteint 8,3% de la population active au deuxième trimestre 2026, soit environ 2,7 millions de personnes au sens du BIT. C'est son niveau le plus élevé depuis 2020.

Et le taux de chômage ne dit pas tout : il exclut notamment une partie des personnes situées dans le « halo du chômage » ainsi que le temps partiel subi. La dégradation du marché du travail est donc plus large que ce qu'indique le seul taux de chômage.

FO

FORCE OUVRIÈRE
SECTEUR DE L'ÉCONOMIE, DU SERVICE PUBLIC
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLEDÉCHIFFRER L'ÉCONOMIE
EN 2026FO AFFIRMER NOS
REVENDEICATIONS

Force Ouvrière - Septembre 2026

58

MILLIARDS D'EUROS

COMMERCE
EXTÉRIEUR

LE PRIX DE LA DÉSINDUSTRIALISATION

La balance commerciale française affiche un déficit de 58 milliards d'euros en 2025. Autrement dit, la France importe beaucoup plus de marchandises qu'elle n'en exporte.

Ce déficit traduit notre dépendance énergétique, mais aussi l'affaiblissement de notre appareil productif. La balance commerciale n'a plus été excédentaire depuis 2003.

L'excédent des services et les revenus des multinationales françaises à l'étranger compensent une partie du déficit extérieur mais ils ne font pas disparaître notre dépendance industrielle.

9,8

MILLIONS

PAUVRETÉ

UN RECORD DEPUIS 30 ANS

En 2024, 9,8 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté, soit 15,4% de la population. Pour une personne seule, ce seuil s'établit à 1337 euros par mois.

C'est le niveau de pauvreté le plus élevé depuis trente ans.

Et avoir un emploi ne protège plus toujours de la pauvreté : 8,5% des personnes en emploi sont pauvres. Le développement des emplois précaires, les réformes de l'assurance chômage et les difficultés d'accès aux droits fragilisent encore davantage les plus modestes.

64,7

MILLIARDS D'EUROS

DETTE

LE RETOUR DE LA FACTURE DES INTÉRÊTS

64,7 milliards d'euros : c'est la charge des intérêts de la dette publique. Avec la remontée des taux, son coût augmente.

Le taux français à dix ans atteignait 4,52% le mercredi 16 septembre 2026, un niveau inédit depuis la crise financière de 2008. L'État devient ainsi plus dépendant des conditions imposées par les marchés financiers.

La dette est un sujet sérieux. Mais réduire les déficits uniquement par des coupes dans les dépenses publiques et sociales n'est pas une fatalité : la question des recettes doit être posée avec la même exigence.



CROISSANCE

LE RUISSELLEMENT N'A PAS EU LIEU

La croissance du PIB réel n'a été que de 0,9 % en 2025. Les premiers résultats de 2026 confirment une activité économique fragile.

Pourtant, depuis des années, baisses d'impôts, exonérations et politiques favorables aux entreprises devaient stimuler l'investissement, l'emploi et la croissance.

Le résultat interroge : consommation atone, investissement insuffisant et croissance faible. Une politique économique ne peut durablement reposer sur l'espoir que l'enrichissement du haut finira par « *ruisseler* » sur l'ensemble de l'économie.



AIDES AUX ENTREPRISES

POUR QUELS RÉSULTATS ?

Subventions, niches fiscales et exonérations de cotisations sociales : une commission d'enquête sénatoriale a évalué les aides aux entreprises à 211 milliards d'euros en 2023.

Elles comprennent 88 milliards de dépenses fiscales, 48 milliards d'interventions et subventions directes et 75 milliards d'exonérations de cotisations sociales.

Malgré ces montants considérables, licenciements et délocalisations se poursuivent. À l'heure où l'on demande toujours plus d'économies aux services publics et à la protection sociale, il est légitime de demander des comptes sur l'utilisation de l'argent public.



DÉPENSES PUBLIQUES

OÙ VA VRAIMENT L'ARGENT ?

En 2025, les dépenses publiques représentent 57,3 % du PIB, soit 1 714 milliards d'euros.

Mais près de la moitié correspond aux prestations sociales : 803,3 milliards d'euros, principalement pour les retraites et la santé, puis la famille, le chômage, le logement et les minima sociaux.

Un niveau élevé de dépenses publiques ne signifie donc pas simplement « *trop d'administration* ». Il traduit aussi un choix collectif : financer socialement une partie des besoins plutôt que les laisser à la charge individuelle ou aux assurances privées.



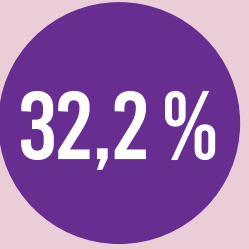
CAC 40

TOUJOURS PLUS POUR LES ACTIONNAIRES

En 2025, les entreprises du CAC 40 ont versé 107,6 milliards d'euros à leurs actionnaires : 72,8 milliards de dividendes et 34,8 milliards de rachats d'actions.

Un nouveau record, alors même que la croissance et l'investissement restent faibles. En 2026, la France se classe en deuxième position au niveau mondial, derrière les États-Unis pour le versement des dividendes aux actionnaires.

Ces montants posent directement la question du partage des richesses produites entre rémunération du travail, investissement productif et rémunération du capital. Ils montrent surtout que des marges de manœuvre existent : la question est celle de leur répartition.



TAUX DE MARGE DES ENTREPRISES

MARGES EN HAUSSE SALAIRES À L'ARRÊT

Le taux de marge des entreprises s'établit à 32,2 % en 2025. Depuis 2021, il se situe au-dessus de sa moyenne historique des quarante dernières années.

Ce redressement a notamment été favorisé par l'évolution des salaires réels et les baisses d'impôts sur les entreprises.

En 2026, la hausse de la facture énergétique devrait peser sur les marges. Mais dans le même temps, l'Insee anticipe une stagnation des salaires réels. Une nouvelle fois, la question du partage de la valeur ajoutée reste entière.

NOS REVENDICATIONS

Pour FO :

- Augmenter les salaires et le point d'indice et rétablir l'échelle mobile des salaires.
- Revaloriser les pensions, les minima sociaux et les prestations pour préserver le pouvoir d'achat.
- Conditionner, contrôler et évaluer les aides publiques aux entreprises, avec remboursement en cas de non-respect des engagements.
- Rétablir une fiscalité réellement progressive, mettant davantage à contribution les hauts revenus et les revenus du capital.
- Renforcer la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales afin de retrouver des recettes.
- Défendre les services publics et la protection sociale et refuser l'austérité comme seule réponse aux déficits.
- Réindustrialiser et relocaliser en soutenant l'emploi, l'investissement productif, la souveraineté économique et un prix de l'énergie compatible avec l'industrie.